

**AIDE EN LIGNE IS**

**DEMANDE DE REMBOURSEMENT 2573**

Le formulaire n° 2573-SD constitue l'unique support des demandes de remboursement de créances des entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés. Ces entreprises doivent donc indiquer, pour chaque créance dont la restitution est demandée, le motif justifiant la demande de restitution.

**Table des codes relatifs à la nature de la créance ou du crédit d'impôt : Liste 1**

CODE CREANCE MEDOC	DESCRIPTION
CIR	crédit d'impôt recherche
RAD	report en arrière de déficits
COR	crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en CORSE
RAC	crédit d'impôt en faveur du rachat d'une entreprise par ses salariés
FAM	crédit d'impôt famille
CIN	crédit d'impôt cinéma
CCI	crédit d'impôt cinéma international
APR	crédit d'impôt en faveur de l'apprentissage
EXP	crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale
PTZ	crédit d'impôt prêt à taux à zéro
CPE	crédit d'impôt « Eco-PTZ »
BIO	crédit d'impôt agriculture biologique
PHO	crédit d'impôt pour production d'œuvre phonographique
MAI	crédit d'impôt en faveur des maîtres restaurateurs
AUD	crédit d'impôt en faveur des formats audiovisuels
ART	crédit d'impôt en faveur des métiers d'art
CAI	crédit d'impôt en faveur de l'intéressement
CJV	crédit d'impôt en faveur de la création de jeux video
FOR	crédit d'impôt pour dépenses de formation des dirigeants
PTR	crédit d'impôt prêt à taux à zéro « plus »
CIC	crédit d'impôt compétitivité des entreprises
CIO	Crédit d'impôt outre-mer secteur productif
COL	Crédit d'impôt outre-mer logement social
CSV	Crédit d'impôt sur les spectacles vivants
REB	Crédit d'impôt rénovation énergétique des bâtiments
BLC	Crédit d'impôt bailleurs de locaux commerciaux
CAC	Crédit d'impôt pour création audiovisuelle et cinématographique
RTD	Crédit d'impôt pour représentation théâtrales d'œuvres dramatiques
CPG	Crédit d'impôt pour cultures permanentes sans glyphosates
HVE	Crédit d'impôt pour exploitation à haute valeur environnementale

**Table des codes relatifs à la nature de la procédure : Liste 2**

Code	Libellé
CL	Conciliation
SV	Jugement de sauvegarde
RJ	Redressement judiciaire
LJ	Liquidation judiciaire

**Table des codes relatifs aux motifs de demande de remboursement : Liste 3**

Code	Libellé
JEI	Jeune Entreprise Innovante
PME	PME au sens communautaire
ENN	Entreprise nouvelle

#### **Table des codes relatifs à la nature des taxes imputables sur de l'IS à payer: Liste 4**

Code	Libellé
TVA	TVA
TS	Taxe sur les salaires
TA	Taxe d'apprentissage
FPC	Formation Professionnelle continue
PEC	Participation des employeurs à l'effort de construction
TVS	Taxe sur les véhicules de sociétés

<b>Cadre I –</b>  <b>Demande de</b>  <b>remboursement</b>	<p><b><u>Cas généraux :</u></b></p> <p>1 - La demande porte sur une créance non reportable, dont l'excédent non imputé sur l'impôt éventuellement dû peut faire l'objet d'une restitution dès l'exercice au titre duquel elle est constatée. Il s'agit des crédits d'impôt : en faveur de l'agriculture biologique, apprentissage (ce crédit d'impôt est supprimé pour les périodes d'imposition et exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019), famille, en faveur de la formation des dirigeants, intéressement (ce crédit d'impôt ne trouve plus à s'appliquer aux primes d'intéressement dues en application d'un accord d'intéressement ou d'un avenant à un accord d'intéressement conclus à compter du 1er janvier 2015), en faveur de certains investissements réalisés et exploités en Corse, en faveur de la création de jeux vidéo, maîtres-restaurateurs (ce crédit d'impôt est supprimé pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020), métiers d'art, en faveur de la production audiovisuelle, en faveur de la production cinématographique, en faveur de la production exécutive d'œuvres cinématographiques (dit "cinéma international"), en faveur de la production phonographique, prospection commerciale (ce crédit d'impôt étant supprimé à compter des exercices ouverts au 01/01/2018, toute demande de remboursement de ce type de crédit est interdite pour un millésime supérieur ou égal à 2018), éco-PTZ/PTZ (ce crédit d'impôt est supprimé pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020)/PTZ+, en faveur du rachat d'une entreprise par ses salariés, pour dépenses de production de spectacles vivants, pour investissements productifs outre-mer et pour investissements dans le secteur du logement social outre-mer, pour la rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire, pour l'abandon des loyers par les bailleurs de locaux commerciaux,, en faveur de la création audiovisuelle et cinématographique, en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques, en faveur des entreprises agricoles dans le secteur des cultures permanentes sans glyphosate, pour les entreprises agricoles dans le cadre de la certification d'exploitation à haute valeur environnementale.</p> <p>2 - La demande porte sur une créance reportable, pour laquelle la période d'imputation est arrivée à échéance. Il s'agit des créances suivantes : report en arrière des déficits (RAD), crédit d'impôt recherche (CIR), crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse.</p>
---	---

Remarque : le CICE est supprimé au 1er janvier 2019 (remplacé par un allègement des charges sociales employeurs) sauf pour les entreprises ou organismes exploités à Mayotte.

**Cas particuliers :**

Restitution immédiate au profit des entreprises en difficulté :

1 - Crédit d'impôt recherche (CIR) et crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) : les entreprises faisant l'objet d'une procédure de conciliation (y compris la procédure de règlement amiable en matière agricole prévue aux articles L. 351-1 à L. 351-7 du code rural et de la pêche maritime), sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire peuvent obtenir la restitution immédiate de leurs créances (voir en ce sens BOI-BIC-RICI-10-10-50 pour le CIR et BOI-BIC-RICI-10-150-30-10 pour le CICE).

2 - Crédit d'impôt pour certains investissements réalisés et exploités en Corse (COR) : les entreprises faisant l'objet d'une procédure de conciliation, sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire peuvent obtenir la restitution immédiate de leurs créances (voir en ce sens BOI-BIC-RICI-10-60-20-10 pour le COR).

3 - Report en arrière des déficits (RAD) : les entreprises faisant l'objet d'une procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation judiciaire peuvent obtenir la restitution immédiate de leurs créances . Ce remboursement est effectué sous déduction d'un intérêt appliqué à la créance restant à imputer. Cet intérêt, dont le taux est celui de l'intérêt légal applicable le mois suivant la demande de l'entreprise, est calculé à compter du premier jour du mois suivant la demande de l'entreprise jusqu'au terme des cinq années suivant celle de la clôture de l'exercice au titre duquel l'option a été exercée (voir en ce sens BOI-IS-DEF-20-20 pour le RAD).

Afin de soutenir financièrement les entreprises et de limiter les conséquences économiques de la crise sanitaire, l'article 5 de la loi n°2020-935 du 30/07/2020 de finances rectificative pour 2020 introduit la possibilité pour les entreprises de demander le remboursement anticipé de toutes les créances nées du report en arrière de déficit (RAD) en stock ainsi que les créances de carry-back nées d'une option exercée au titre des exercices clos en 2020 (exercice clos au plus tard le 31 décembre 2020).

Ainsi, les entreprises peuvent demander, à titre dérogatoire, le remboursement immédiat des RAD 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 jusqu'au 19 mai 2021 (en raison du délai supplémentaire de 15 jours accordées pour les télédéclarations).

La restitution immédiate est également possible dans le cadre des Jeunes entreprises innovantes (JEI), des entreprises nouvelles (ENN) et les PME au sens communautaire (PME) : Crédit d'impôt recherche (CIR), crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CIC), Crédit d'impôt Corse (COR).

Une créance d'IS peut servir de moyen de paiement pour une des taxes suivantes :

- TVA ;
- Taxe sur les salaires (TS) ;
- Taxe sur les véhicules de société (TVS) ;

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation Professionnelle continue (FPC) ;</li> <li>- Participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) ;</li> <li>- Taxe d'apprentissage (TA).</li> </ul> <p>L'utilisation de ce bloc suffit et ne nécessite pas le dépôt de l'imprimé 3519-SD.</p>
<b>Cadre II – Cession de créances lors de l'entrée dans un groupe de sociétés</b>	<p>Seule une créance née du report en arrière des déficits (RAD) détenue par une société avant son entrée dans un groupe (régi par les articles 223 A et suivants du code général des impôts) peut faire l'objet, lors de l'entrée dans le groupe de cette société, d'une cession au profit de la société mère du groupe.</p> <p>En pareil cas, une déclaration, formulée à partir du cadre III du présent document, est à remplir par la société membre du groupe et par la société mère, puis à déposer auprès du service des impôts dont elles dépendent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque l'imprimé est déposé par la société mère, elle indique l'identification de la société fille ;</li> <li>- lorsque l'imprimé est déposé par la société fille, elle indique l'identification de la société mère.</li> </ul>
<b>Cadre III- Transfert de créance</b>	<p>Dans le cadre d'opérations de fusion (ou assimilées), les créances détenues par la société absorbée ou apporteuse sont transférées (sous certaines conditions) à la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport.</p> <p>En pareil cas, une déclaration, formulée à partir du cadre IV du présent document, est à remplir par la société absorbée/apporteur et par la société absorbante/bénéficiaire d'un apport, puis à déposer auprès du services des impôts dont elles dépendent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- lorsque l'imprimé est déposé par la société absorbée ou apporteuse, elle indique l'identification de la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport ;</li> <li>- lorsque l'imprimé est déposé par la société absorbante ou bénéficiaire d'un apport, elle indique l'identification de la société absorbée ou apporteuse.</li> </ul>